

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Bd George Sand 36000 CHATEAUROUX
36000 Chateauroux

Châteauroux, le 07/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MRBC (ex GUIGNARD Pommiers) CARRIERE

La Fonteneille
36190 Pommiers

Références : -

Code AIOT : 0010002835

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/10/2025 dans l'établissement MRBC (ex GUIGNARD Pommiers) CARRIERE implanté La Fonteneille 36190 Pommiers. L'inspection a été annoncée le 02/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MRBC (ex GUIGNARD Pommiers) CARRIERE
- La Fonteneille 36190 Pommiers
- Code AIOT : 0010002835
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière est située aux lieux-dits «Les Ebeugnets», «Les Bonnes» et «Les Vazouaits» sur le territoire de la commune de POMMIERS a été autorisé par l'arrêté préfectoral n° 97-E-1780 du 21 juillet 1997. L'arrêté préfectoral d'autorisation n°36-2017-12-21-027 du 21 décembre 2017 a modifié le précédent arrêté en intégrant des installations de traitements de concassage-criblage de pierres mobiles.

Le matériau exploité est du matériau éruptif (gneiss et leptynite) et l'extraction est réalisée à sec, à ciel ouvert (en fosse) au moyen d'explosifs. Le gisement abattu est chargé dans des tombereaux au moyen d'une pelle hydraulique sur chenilles. Les tombereaux alimentent une installation de traitement fixe des matériaux située hors du périmètre de la carrière.

Le 01 janvier 2025, la carrière et ses installations ont été rachetées par le groupe COLAS, le changement d'exploitant pour la carrière au profit de la société MRBC (Groupe COLAS) a été acté le 11 mars 2025.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conduite de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 2.3.4.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
2	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 9.4.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
3	Extraction	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 2.3.4.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	60 jours
4	Déchets	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 9.2.3.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
5	Bornage	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 2.2.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
6	Distances de sécurité	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 1.5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	2 mois
7	Circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 7.3.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
8	Zone dangereuse	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 7.3.1.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
10	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014,	/	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		article 1			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Ravitaillement et entretien	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 7.4.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conduite de l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 2.3.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Extraction en gradins
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 20/12/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>[...] L'exploitation s'effectue à sec par gradins (6 au maximum) séparés par une banquette de 20 m de largeur minimum. La hauteur verticale de chaque gradin n'excède pas 15 mètres. [...]</p>
Constats : <p>L'inspection des installations classées a procédé à la vérification de cette exigence sur le plan orienté réalisé en décembre 2024 et transmis par l'exploitant:</p>

- les banquettes font minimum 20 m de largeur, ce point avait fait l'objet d'un écart lors de la visite d'inspection du 14/06/2024, l'exploitant a fait le nécessaire pour élargir la banquette C211 et C212 qui avaient une largeur de 8.34 m,
- la hauteur verticale du gradin au niveau de la zone de stockage 80/200 excède 15 mètres : 15.54m.

Écart constaté : 1 point relevé présente une hauteur de front supérieure à 15 m.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Suivi annuel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 9.4.1

Thème(s) : Autre, plan orienté

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 02/12/2024

Prescription contrôlée :

Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ;
 - les bords de la fouille ;
 - les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;
 - l'emprise des infrastructures (installations de traitement des matériaux, voies d'accès), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;
 - les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ;
 - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
 - le positionnement des fronts ;
 - la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection (pylônes et lignes électriques).
- Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma

prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.

Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, eau, vibrations, etc.), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus- nommé.

Le rapport annuel d'exploitation comprend également le bilan des mesures réalisées conformément au programme d'autosurveillance des retombées de poussières défini à l'article 9.2.1.2 du présent arrêté. Les valeurs mesurées sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation.

Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1^{er} février à l'inspection des installations classées.

Un exemplaire de ce plan est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ce plan doit être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 14/06/2024, sur le plan orienté 2023 transmis ne figuraient pas la bande des 50 m et les côtes d'altitudes au niveau des front étaient insuffisamment renseignées.

Sur le plan orienté réalisé en décembre 2024, la bande des 50 m est intégrée, cependant les côtes altimétriques restent encore insuffisantes sur les fronts C214, C201 et C176, ne permettant pas de vérifier le respect des hauteurs de fronts. Cet écart avait déjà été signalé en juin 2024. Selon l'exploitant, le nécessaire sera réalisé sur le plan orienté 2025, qui sera réalisé au mois de décembre.

Écart constaté : absence de côtes altimétriques sur certains fronts.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 2.3.4.1

Thème(s) : Autre, hauteur gradins

<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 02/11/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation s'effectue à sec par gradins (6 au maximum) séparés par une banquette de 20 m de largeur minimum. La hauteur verticale de chaque gradin n'excède pas 15 mètres. La pente des fronts en exploitation est d'environ 80° (pris entre le pied du talus et le haut du talus). Le carreau de la carrière a pour cote minimale 180 m NGF. Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplomb. La progression des niveaux d'extraction est réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 14/06/2024, les constats suivants avaient été relevés sur le plan orienté 2023:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une banquette a une largeur insuffisante - La zone de stockage des matériaux extraite n'est pas défini sur le site - L'exploitant devra justifier que tous les fronts sont inférieurs à 15 m soit en transmettant un plan avec plus de côtes sur tous les fronts <p>La visite du 28/10/2025 ne permet pas de lever tous les constats au regard des données renseignées sur le plan orienté de 2024. Comme indiqué dans le point de contrôle n° 2, les côtes altimétriques restent encore insuffisantes sur les fronts C214, C201 et C176, ne permettant pas de vérifier le respect des hauteurs de fronts. Cet écart avait déjà été signalé en juin 2024.</p> <p>Écart constaté : absence de côtes altimétriques sur certains fronts ne permettant pas de vérifier que la hauteur verticale de chaque gradin n'excède pas 15 mètres.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 9.2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, traçabilité
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 02/10/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La production de déchets, autres que les déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière, par l'établissement fait l'objet d'un suivi, présenté selon un registre chronologique ou un modèle établi en accord avec l'inspection des installations classées ou conformément aux dispositions nationales lorsque le format est prédéfini. Ce suivi prend en compte les types de déchets produits, leur codification réglementaire en vigueur, les quantités et les filières d'élimination retenues.</p> <p>Les bordereaux de suivi des déchets dangereux prévus à l'Article 5.2.5. sont annexés à ce registre. Ce registre et les documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et doivent être conservés pendant 5 ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral du 21/12/2017 a intégré une installation de traitement mobile dans la carrière, selon les déclarations de l'exploitant, il n'y a pas d'installation de traitement mobile dans la carrière.</p> <p>Le jour de l'inspection, la seule installation de traitement présente est fixe, elle est située à hors du périmètre de la carrière et est réglementée par l'arrêté préfectoral N°95-E-55 du 10/01/1995. L'exploitant dispose d'un seul outil TRACKDECHETS permettant la traçabilité des déchets de la carrière et de l'installation de traitement. Comme indiqué lors de la dernière inspection de 2024, chaque établissement doit disposer d'un SIRET et donc d'un compte TRACKDECHETS.</p> <p>L'exploitant souhaite intégrer l'installation de traitement fixe dans la carrière et disposer d'un seul SIRET et donc d'un seul compte TRACKDECHETS. Comme précisé dans le rapport de 2024, pour régulariser la situation, l'exploitant doit transmettre un porter à connaissance avec les éléments d'appréciation pour fusionner ses 2 installations. Cet écart avait déjà été signalé en juin 2024.</p> <p>Écart constaté : L'exploitant dispose d'un seul compte TRACKDECHETS (1 SIRET) pour tracer les déchets des deux établissements, la carrière et de l'installation de traitement de matériaux fixe.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bornage
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 02/10/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ; - des bornes délimitant le périmètre exploitable au niveau des délaissés suivants : délaissé de 25 m au niveau du pylône électrique n°345 sur les parcelles C 236 et C 237, au nord-ouest du site, [...] <p>Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>La carrière est réglementée par l'arrêté préfectoral du 21/12/2017. L'installation de traitement fixe présente hors du périmètre carrière est réglementée par l'arrêté préfectoral n°95-E-55 du 10/01/1995.</p> <p>Il ne s'agit donc pas d'un même établissement et la limite physique entre ses 2 installations n'est pas existante.</p> <p>L'exploitant souhaite intégrer l'installation de traitement fixe dans la carrière et disposer d'un seul et même établissement (1 SIRET) pour son installation de traitement et sa carrière. Comme précisé dans le rapport de 2024, pour régulariser la situation, l'exploitant doit transmettre un porter à connaissance avec les éléments d'appréciation pour fusionner ses 2 installations. Cet écart avait déjà été signalé en juin 2024.</p> <p>A noter, que le bornage au niveau de la ligne électrique (pylône électrique n°345) est bien présent (parcelles C236 et C237) et que suite à une réclamation auprès de l'inspection par la fédération de chasse, l'exploitant a procédé à la réparation des clôtures autour du site durant l'été 2025.</p> <p>Écart constaté : Absence de bornage entre les 2 périmètres ICPE de la carrière et de l'installation de traitement fixe.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de</p>

répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Distances de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Distances de sécurité
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 02/10/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.</p> <p>De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêté, à compter du bord supérieur de la fouille, à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale de l'excavation, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute la hauteur. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Il n'y a pas de limite physique entre l'installation de traitement fixe et la carrière. Pour la remise en état du site, notamment en plan d'eau, la bande de 10 m doit être maintenue, sur le terrain la distance entre la fosse et l'installation de traitement est supérieure à 10 m.</p> <p>L'exploitant souhaite intégrer l'installation de traitement fixe dans le périmètre ICPE de la carrière et disposer d'un seul et même établissement (1 SIRET) pour son installation de traitement et sa carrière.</p> <p>Comme précisé dans le rapport de 2024, pour régulariser la situation l'exploitant doit transmettre un porter à connaissance avec les éléments d'appréciation pour fusionner ses 2 installations.</p> <p>Écart constaté: Absences des limites des périmètres des deux ICPE : la carrière et l'installation de traitement fixe.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 7 : Circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 7.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Circulation dans l'établissement

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 02/10/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie (hors zones dont l'accès est prévenu par un merlon efficace). La clôture se situe au minimum à 10 m des bords de l'excavation.

Constats :

L'arrêté préfectoral du 21/12/2017 a intégré une installation de traitement mobile dans la carrière, selon les déclarations de l'exploitant, il n'y a pas d'installation de traitement mobile dans la carrière. La seule installation de traitement présente est fixe, elle situe hors du périmètre carrière et est réglementée par l'arrêté préfectoral n°95-E-55 du 10/01/1995. Il ne s'agit donc pas d'un même établissement et la limite physique entre ses 2 installations doit être présente. Cet écart avait déjà été signalé en juin 2024.

Un panneau est présent à l'entrée du site indiquant les règles de circulation de tout le site : carrière et installation de traitement fixe. Il n'y a pas de clôture qui sépare la carrière de l'installation de traitement fixe.

L'exploitant souhaite intégrer l'installation de traitement fixe dans la carrière et disposer d'un seul et même établissement (1 SIRET) pour son installation de traitement et sa carrière.

Pour régulariser la situation l'exploitant doit transmettre un porter à connaissance avec les éléments d'appréciation pour fusionner ses 2 installations.

Écart constaté : Absence de clôture séparant la carrière de l'installation de traitement, règles de circulation communes aux 2 installations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions

correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Zone dangereuse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 7.3.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Zone dangereuse
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 02/10/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent (ex : merlon de deux mètres ne débouchant pas directement sur les bords de l'excavation).</p> <p>Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral du 21/12/2017 a intégré une installation de traitement mobile dans la carrière, selon les déclarations de l'exploitant, il n'y a pas d'installations de traitement mobile dans la carrière, la seule installation de traitement présente est fixe, hors du périmètre carrière, et est réglementée par l'arrêté préfectoral n°95-E-55 du 10/01/1995. Il ne s'agit donc pas d'un même établissement et la limite physique entre ses 2 installations doit être présente. Cet écart avait déjà été signalé en juin 2024.</p> <p>Des rochers sont disposés autour de la carrière côté installation de traitement fixe et des merlons sur les parties extérieures permettant de limiter l'accès à la zone dangereuse. Cependant les zones dangereuses ne sont signalées par des pancartes. Il n'y a pas de clôture qui sépare la carrière de l'installation de traitement.</p> <p>L'exploitant souhaite intégrer l'installation de traitement fixe dans la carrière et disposer d'un seul et même établissement (1 SIRET) pour son installation de traitement et sa carrière.</p> <p>Pour régulariser la situation l'exploitant doit transmettre un porter à connaissance avec les éléments d'appréciation pour fusionner ses 2 installations.</p> <p>Écart constaté : Absence de signalisation des zones dangereuses sur le site.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délai de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Ravitaillement et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 7.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Ravitaillement et entretien
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 02/10/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont interdits dans le périmètre de la carrière.</p> <p>Par dérogation à l'alinéa précédent, le ravitaillement des engins montés sur chenilles peut être réalisé en bord-a-bord dans le périmètre de la carrière sous réserve du strict respect des dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mise en place d'une consigne de ravitaillement spécifique par engin concerné décrivant les conditions de l'opération et les consignes d'alerte et d'intervention en cas de pollution accidentelle, qu'elle soit étendue ou non ; - mise en place d'une couverture étanche permettant la récupération totale des égouttures ; - présence d'un kit anti-pollution comprenant a minima papiers absorbants et boudins dans l'engin. <p>Le ravitaillement des engins sur chenilles dans le périmètre de la carrière ne peut s'effectuer qu'en présence d'un personnel de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté.</p> <p>Le ravitaillement des engins montés sur chenilles peut être réalisé en bord-a-bord dans le périmètre de la carrière, l'exploitant dispose de couverture étanche pour ces opérations.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GIDAF

Prescription contrôlée :

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.

Constats :

L'exploitant ne télédéclore pas les résultats de la surveillance de ces émissions (eau, air, ...) sur la plateforme GIDAF.

L'exploitant devra créer un compte GIDAF et procéder aux télédéclarations aux fréquences édictées dans l'arrêté préfectoral. Une procédure pour créer le compte sera transmise par l'inspection des installations classées à l'exploitant.

Écart constaté : Absence de télédéclaration des émissions du site sous GIDAF

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois